



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de
l'environnement Section installations classées pour la protection de
l'environnement

Arras, le **19 DEC. 2024**

DCPPAT - BICUPE - SIC - GC - n° 2024 - 243

COMMUNE D'OUTREAU

SOCIÉTÉ SAGEP (ex Manoir Aérospace)

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 24 avril 1981 autorisant la société MANOIR INDUSTRIES à exploiter une décharge de déchets industriels dite « Crassier d'Outreau » sur les communes de St ÉTIENNE AU MONT et d'OUTREAU ;

Vu les arrêtés de prescriptions complémentaires en date des 22 octobre 1984, 6 décembre 2001, 19 juin 2002, 7 août 2009, 28 mars 2014 et 20 février 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu le courrier de la société SAGEP (ex Manoir Aerospace) en date du 25 novembre 2014 relatif à la reprise de la décharge de déchets industriels ;

Vu la visite d'inspection du 26 octobre 2023 réalisée par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de France ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 25 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 13 mai 2024.

Considérant que :

1. Lors de la visite en date du 26 octobre 2023 et par l'examen des éléments en sa possession, l'Inspecteur de l'Environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
 - les conditions d'entretien du Merlier et du bassin de tamponnement ne sont pas satisfaisantes ; une végétation s'y développe et n'est pas gérée correctement.
 - La végétation peut, en se développant, remettre en cause l'étanchéité du bassin.
 - Le volume occupé par la végétation trop important peut rendre le niveau d'eau admissible du bassin.
 - L'étude de stabilité attendue et promise par la SAGEP n'a pas été fournie
2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2015 susvisé et de l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 août 2009 susvisé ;
3. Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAGEP de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2015 et de l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 août 2009 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1 – La société SAGEP dont le siège social est situé au 37 rue de Liège à Paris (75008), est mise en demeure de respecter, pour son site de stockage de déchets implanté sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE-AU-MONT et OUTREAU, les dispositions suivantes, dans les délais repris ci-après :

| Référence réglementaire | Prescription | Délai à compter de la notification du présent arrêté |
|---|--|--|
| Article 4.1 « Entretien des ouvrages de tamponnement » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2015 | 1) L'exploitant réalise une inspection de l'ensemble des ouvrages contribuant à la gestion des eaux pluviales (bassin de tamponnement, Merlier à l'air libre étanchéifié, fossés et canalisation de la sortie du bassin tampon à la limite du site rue Danton). Un nettoyage et/ou une remise en état de ces ouvrages sont réalisés en tant que de besoin pour permettre leur totale disponibilité et leur bon fonctionnement. Un rapport détaillé et accompagné de photos doit être établi et transmis à la DREAL. | 1 mois |
| Article 12.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2009 | <p>[...] l'exploitant adresse au préfet le bilan comprenant : [...] surveillance et état des différents ouvrages (digues amont, busage...) [...]</p> <p>il y a lieu pour le site SAGEP de conforter les différentes études de stabilité réalisées et y intégrer le calcul des seuils de sûreté et de danger et de vérifier l'adéquation de ces seuils avec les seuils d'alerte définis dans la procédure d'alerte commune SAGEP-COMILOG.</p> <p>rappel : seuil de sûreté : sécurité garantie à 95 % seuil de danger : risque de rupture supérieur à 50 %</p> | 3 mois |

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.


Conformément à l'article **R. 421-1** du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 – Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 – Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Boulogne-sur-Mer et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAGEP dont une copie sera transmise à la mairie d'OUTREAU.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Christophe MARX

Copies destinées à :

- la société SAGEP, 37 rue de Liège, 75008 PARIS
- Mairies d'Outreau et Saint-Etienne-Au-Mont
- Sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de France (U.D Littoral)
- Dossier